

Qualité dans l'enseignement supérieur public au Sénégal

Quality in public higher education in Senegal

GUEYE Moussa

Université Iba Der Thiam de Thiès (UIDT)

Unité de Formation et de Recherche Sciences Economiques et Sociales (UFR SES).

SECK Massamba Souleymane

Enseignant-Chercheur en Economie- Finances

Date de soumission : 17/08/2015

Date d'acceptation : 05/10/2025

Pour citer cet article :

GUEYE. M. & SECK. MS. (2025) « Qualité dans l'enseignement supérieur public au Sénégal », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 10 » pp : 100- 117.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objectif de cet article est d'analyser la nouvelle politique gouvernementale définie par l'Etat du Sénégal depuis 2013 pour améliorer la qualité dans l'enseignement supérieur public. Cette étude s'est réalisée à travers l'analyse statistique de trois paramètres à savoir la progression des flux d'étudiants, les infrastructures pédagogiques, et la gestion des dépenses publiques dans ce sous-secteur. Le diagnostic de la structure de financement de l'enseignement supérieur a montré que de nombreux efforts ont été entrepris par le décideur public pour améliorer la qualité du service éducatif dans l'enseignement supérieur public afin de répondre aux besoins du marché de l'emploi. Ces efforts sont confirmés dans le plan de développement de l'enseignement supérieur qui révèle que les financements octroyés au sous-secteur de l'enseignement supérieur public se sont largement accrus. Selon le référentiel du nouveau plan de développement économique du Sénégal, l'accroissement des investissements alloués au sous-secteur de l'enseignement supérieur est motivé par une forte volonté du gouvernement à massifier le personnel enseignant et de recherche et l'élargissement des capacités d'accueil des établissements d'enseignement supérieur publics.

Mots- clés : qualité ; enseignement supérieur ; infrastructures pédagogiques ; flux ; investissement.

Abstract

The aim of this article is to analyze the new government policy defined by the State of Senegal since 2013 to improve quality in public higher education. This study was carried out through the statistical analysis of three parameters, namely the progression of student flows, educational infrastructures, and the management of public expenditure in this sub-sector. The diagnosis of the higher education financing structure showed that many efforts have been made by the public decision-maker to improve the quality of the educational service in public higher education in order to meet the needs of the job market. These efforts are confirmed in the higher education development plan, which reveals that funding allocated to the public higher education sub-sector has significantly increased. According to the framework of the new economic development plan of Senegal, the increase in investments allocated to the higher education sub-sector is driven by the government's strong commitment to expanding teaching and research staff and increasing the capacity of public higher education institutions.

Key words: quality; higher education; pedagogical infrastructures; flows; investment.

Introduction

La question de la qualité du service éducatif se pose aujourd'hui avec une très grande acuité dans l'enseignement supérieur. La qualité constitue un socle fondamental sur lequel repose l'évaluation du service éducatif du sous-secteur de l'enseignement supérieur malgré l'inexistence de définition standard du concept même de qualité (Brennan et al, 1997). La qualité est un concept emprunté du monde industriel, c'est pourquoi son utilisation fait l'objet d'un débat soutenu dans le monde éducatif. En effet, elle est appréhendée différemment par les acteurs intervenant dans ce secteur. La recherche de la qualité peut s'articuler autour du système de pilotage de l'institution d'enseignement, du contenu des modules enseignés ou de l'adéquation entre la formation délivrée et les besoins du marché de l'emploi. L'évaluation de la qualité s'effectue à partir de l'analyse de l'efficacité externe. En d'autres termes, pour avoir une meilleure idée sur la qualité de l'enseignement supérieur, l'accent doit être mis sur la corrélation entre le service éducatif et le niveau de développement économique d'une nation plutôt que sur la fonction académique (Brennan et al. 1997). Pour analyser la qualité de l'enseignement supérieur au Sénégal, il est nécessaire de porter l'étude sur trois variables à savoir la progression des flux d'étudiants, les infrastructures pédagogiques, et la gestion des dépenses publiques dans ce sous-secteur.

Durant ces dernières années, l'Etat du Sénégal a entrepris de nombreux efforts pour améliorer la qualité du service éducatif à travers une politique d'expansion des infrastructures pédagogiques.

Toutefois cette massification de la carte scolaire du pays génère des charges financières importantes auxquelles l'Etat doit faire face. Cette situation nous amène à s'interroger sur la question du coût de financement de l'éducation.

Aujourd'hui, il est admis que la couverture des charges liées à l'éducation ne doit plus être une question réservée uniquement aux autorités publiques mais c'est un problème dont l'atténuation voire la résolution nécessite une gestion inclusive. En d'autres termes, tous les acteurs de la nation ont un rôle à jouer pour assurer le financement de l'éducation. Il s'agit d'une gouvernance participative.

Selon Bourdon (2000), le financement de l'éducation n'est plus alors une classique fonction d'allocation budgétaire, mais un processus complexe où chaque possibilité de production du service éducatif doit être évaluée à partir des coûts qu'elle implique et des fonctions qu'elle assure, s'y greffent des questions de gouvernance internationale et de justice sociale. Ainsi, il

est du ressort de l'Etat d'essayer de mettre en place une nouvelle approche de gestion du financement de l'éducation.

En effet, la notion d'évaluation évoquée par Bourdon (2000) montre qu'il ne suffit pas uniquement d'injecter des ressources financières dans le système éducatif mais il incombe de la part de l'Etat de savoir si son investissement est rentable ou non. Donc une nouvelle interrogation relative à l'efficience se pose.

En évoquant la notion de gestion participative, il est impossible d'ignorer le rôle joué par les ménages pour assurer le coût de scolarisation de leurs enfants. Cependant, faudrait-il rappeler le niveau de précarité observé chez la plupart des ménages de notre pays. Cet état de fait freine considérablement l'effort de participation de ces derniers au financement de l'éducation. Il est aussi important d'évoquer l'apport des partenaires techniques et financiers (PTF) qui s'impliquent de plus en plus dans l'effort de financement du système éducatif.

La mise en place de stratégies efficaces pouvant permettre l'amélioration de la qualité dans l'enseignement supérieur public reste une préoccupation majeure pour le gouvernement sénégalais. En 2010, l'Etat du Sénégal a alloué à l'Education 324,158 milliards de FCFA, soit 43,7% du budget de fonctionnement de l'Etat hors dette et dépenses communes (Direction des Prévisions et des Etudes Economiques). Malgré cet effort important, le système éducatif sénégalais, notamment l'enseignement supérieur est confronté à de sérieuses difficultés liées d'une part à son système d'organisation, de fonctionnement et d'autre part à la qualité des produits qui en sortent. La plupart des diplômés issus du système ne parviennent pas à s'intégrer dans le milieu professionnel. Il est donc nécessaire de réfléchir sur une meilleure adéquation formation / emploi. Une étude portant sur l'efficacité de l'enseignement supérieur serait nécessaire dans un contexte où les produits issus du supérieur éprouvent de plus en plus des problèmes d'insertion professionnelle.

L'intérêt de ce sujet réside dans le fait que l'analyse des questions relatives à la qualité est devenue centrale dans un contexte de compétitivité internationale, de mobilité des étudiants et de mondialisation des standards académiques. L'étude de la qualité permet ainsi de proposer des pistes d'amélioration qui soutiennent les politiques publiques d'éducation et d'emploi des jeunes.

La problématique de ce travail de recherche s'articule fondamentalement autour du questionnement suivant : Comment améliorer la qualité de l'enseignement supérieur public du Sénégal dans un contexte de forte demande sociale, de ressources limitées et de pressions liées à l'internationalisation des normes académiques ?

L'objectif principal de ce sujet est d'analyser les enjeux et défis liés à la qualité dans l'enseignement supérieur public sénégalais à travers un succinct diagnostic des masses d'apprenants, des infrastructures pédagogiques et des investissements publics alloués au sous-secteur de l'enseignement supérieur public.

Les principales données dont nous disposons proviennent du document stratégique issu de la concertation nationale sur l'avenir de l'enseignement supérieur au Sénégal tenue en 2013. Ces données nous permettront de porter une analyse descriptive sur la progression des flux d'étudiants, la structure des dépenses publiques d'éducation dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur et les infrastructures pédagogiques. L'analyse statistique de ces paramètres permet d'évaluer à travers une approche quantitative le niveau de la qualité dans l'enseignement supérieur public du Sénégal.

Pour aborder convenablement cette analyse et atteindre l'objectif principal de cette recherche, il s'agira de présenter d'abord la carte universitaire du Sénégal. La présentation du paysage universitaire sénégalais révèle le niveau important de progression des établissements d'enseignement supérieur public témoignant ainsi la ferme volonté du gouvernement à satisfaire la forte demande d'éducation dans le supérieur expliquée par la croissance démographique. En second lieu, il sera question d'analyse à travers une approche descriptive la nature des données relatives aux effectifs, aux infrastructures pédagogiques et aux dépenses attribuées au sous-secteur de l'enseignement supérieur public.

1. Revue de la littérature sur le lien entre la qualité et les rendements de l'éducation

Il est remarqué à travers beaucoup d'études empiriques que la rentabilité de l'investissement éducatif est évaluée à partir de la qualité même du processus éducatif. C'est en ce sens que les auteurs Mingat et Jarousse (1986) ont mis en exergue à travers leurs travaux de recherches l'impact du trajet académique sur la rentabilité des investissements éducatifs. Ces auteurs ont établi à l'issue de leurs estimations un cadre de comparaison entre les impacts du trajet parcouru dans le deuxième cycle d'études universitaires sur le rendement éducatif et ceux observés au sein des écoles de formation de l'enseignement supérieur. Leurs travaux ont montré que les diplômés sanctionnant la fin des études du deuxième cycle universitaire procurent un salaire qui est inférieur de 9% en moyenne au salaire qui sévit sur le marché de l'emploi tandis que les diplômés délivrés par les grandes écoles de formation génèrent 36 un salaire supérieur de 30% par rapport au revenu salarial espéré sur le marché de l'emploi. Ces résultats traduisent une amélioration de la qualité de l'éducation au sein des écoles de formation et une détérioration de celle-ci au sein des universités. En d'autres termes, la qualité

de l'éducation est à un niveau plus élevé au sein des écoles de formation qu'au sein des structures d'enseignement universitaire. Selon Mingat et Jarousse (1986), cette disparité s'observe explicitement quand l'analyse s'oriente vers les revenus salariaux. En effet, ces derniers avancent qu'en termes de gains de productivité (salaires), la rentabilité des investissements éducatifs au sein des écoles de formation est plus considérable que celle obtenue avec le cursus universitaire.

Johnston (2004) a décliné dans son analyse une corrélation positive entre les acquisitions basiques procurées par la lecture et l'écriture chez les adultes et les revenus salariaux. Il avance néanmoins que les acquisitions basiques dans ces domaines ne justifient pas à elles seules cette interaction. D'autres variables telles que le cadre familial qui n'est pas pris en compte dans les enquêtes à l'échelle mondiale est aussi un facteur explicatif de cette relation. Aslam, Kingdon, De et Kumar (2010) ont analysé les rentabilités en termes économiques des investissements éducatifs et les compétences en Inde et au Pakistan. Les résultats de leurs estimations révèlent que la probabilité de trouver un travail d'occasion et non formel est plus importante pour les personnes non instruites ou dont le niveau d'instruction est bas.

Cependant cette probabilité baisse si le niveau d'instruction est élevé. Contrairement, il est possible d'affirmer en se basant sur leurs travaux que la probabilité de trouver une occupation non informelle demandant un certain niveau de qualification décrit une tendance croissante avec le niveau d'instruction. Selon ces auteurs, dans ces pays quand le niveau d'instruction est à un niveau supérieur, la possibilité d'obtenir un emploi générant un revenu salarial est considérable.

Les travaux de Daffé (2009) rejoignent cette conclusion dans la mesure où ils montrent que les études supérieures procurant un niveau d'instruction poussé par rapport au niveau primaire et secondaire donnent l'opportunité aux populations d'accéder à des professions plus intéressantes. Leurs études révèlent ainsi qu'au sein de ces pays, la rentabilité des investissements éducatifs s'affiche sous des proportions beaucoup plus fortes chez les femmes que chez les hommes. Ils justifient ce constat par le fait que le nombre d'offres de travail de sexe féminin sur le marché de l'emploi est déficitaire. Le manque d'agents de sexe féminin dans le domaine sanitaire en est une illustration (Aslam et al. 2010).³⁷ Ainsi on pourrait conclure que le niveau d'éducation est un paramètre essentiel pour bénéficier d'un revenu salarial considérable. Selon ces auteurs, l'éducation a participé à la valorisation du niveau de la productivité en Inde et au Pakistan et a ainsi joué un rôle important dans la réduction des trappes de pauvreté. On peut également citer sous cet angle d'analyse, les études empiriques

de Jamison et de Hanushek (2007) qui ont intégré dans leur modèle les acquisitions en mathématiques au sein de plusieurs pays. Leurs travaux ont montré que les aptitudes intellectuelles permettent d'accroître les gains à travers le développement du progrès technologique.

Azomahou et al. (2009) affirment que les pays développés caractérisés par un niveau de technologie élevé ont intérêt à investir dans l'enseignement supérieur tandis qu'au sein des pays à revenus faibles caractérisés par un niveau bas de technologie, il serait plus intéressant d'orienter les investissements vers l'enseignement primaire et secondaire. En d'autres termes, c'est le progrès technologique qui doit déterminer le niveau des investissements éducatifs. Les travaux de ces auteurs sont en phase avec les conclusions de Vandebussche et al. (2006) à propos de l'importance des études supérieures au sein des pays développés et de celle des études primaire et secondaire pour les pays en développement.

2. Présentation des universités publiques du Sénégal

La carte universitaire a subi une très grande massification au cours de ces dernières années. En effet le paysage universitaire public du Sénégal est composé d'universités, d'écoles de formation et d'instituts supérieurs d'enseignement professionnel (ISEP). Au sein des universités, nous avons des écoles de formation spécialisés et d'Institut Universitaire de Technologie.

Tableau 1 : Paysage universitaire public du Sénégal

Universités publiques existantes et fonctionnelles					
UCAD ¹	UGB ²	UIDT ³	UADB ⁴	UASZ ⁵	UVS ⁶
Universités publiques existantes non fonctionnelles					
USSK ⁷	USO ⁸	UAI ⁹	UCAD LSH ¹⁰	UAMB ¹¹	UVS

Source : Auteur

A côté de ces universités publiques, l'enseignement supérieur est également constitué de nombreuses écoles de formations publiques et d'instituts spécialisés (ENSA¹², ISFAR¹³,

¹ Université Cheikh Anta Diop de Dakar

² Université Gaston Berger de Saint-Louis

³ Université Iba Der Thiam de Thiès

⁴ Université Alioune Diop de Bambey

⁵ Université Assane Seck de Ziguinchor

⁶ Université Virtuelle du Sénégal

⁷ Université du Sine Saloum de Kaolack

⁸ Université du Sénégal Oriental (Tambacounda, Kédougou)

⁹ Université Arabo-Islamique

¹⁰ UCAD Lettres et Sciences Humaines

¹¹ Université Amadou Makhtar Mbao de Dakar

ENEA¹⁴, ESP¹⁵, EPT¹⁶, ENDSS¹⁷...). Il est également de signaler qu'il existe au Sénégal depuis 2013 de nombreux Instituts Supérieurs d'Enseignement Professionnel (ISEP). Ces instituts procurent des formations de courte durée visant à répondre aux besoins immédiats du marché de l'emploi. Par ailleurs, on assiste au développement de l'Université Virtuelle avec la création de nombreux Espaces Numériques (ENO) sur toute l'étendue du territoire sénégalais. Dans le Plan de Développement de l'Enseignement Supérieur (PDSER, 2013), l'Etat compte mettre en place d'ici 2024 au total 21 ENO.

3. Les investissements publics dans l'enseignement supérieur et la recherche

Le pilotage de l'appareil universitaire reste une préoccupation majeure pour le gouvernement du Sénégal. En effet, il faudrait rappeler que la gestion optimale du sous-secteur de l'enseignement supérieur permettrait d'améliorer la qualité du service éducatif qui se traduirait par la valorisation de l'efficacité externe. A l'issue de la concertation nationale sur l'avenir de l'enseignement supérieur, le gouvernement du Sénégal a décliné 4 axes majeurs devant bénéficier des investissements publics à savoir l'accroissement de la capacité d'accueil des étudiants, l'amélioration de la qualité des enseignements, la gouvernance et la recherche. Ces axes sont ainsi le socle sur lequel repose la qualité de l'enseignement supérieur. Le tableau qui suit montre le programme d'investissement que l'Etat du Sénégal a mis en place pour atteindre les objectifs de qualité et d'efficacité de l'enseignement supérieur. Ce programme couvre la période 2013-2022.

Tableau 2 : Investissements publics dans l'enseignement supérieur et la recherche (2013-2022)

Types d'investissements	Montants en milliards
Capacité d'accueil des étudiants	235,3
Amélioration de la qualité des enseignements	14,1
Gouvernance	26,137
Recherche	27,182
Total	302,719

Source : PDES, 2013

Ce tableau montre que les ressources financières allouées à l'amélioration de la qualité des enseignements sont moins importantes par rapport aux autres axes. Alors que pour résorber le problème de l'adéquation entre la demande et l'offre de formation, il serait nécessaire de

¹²Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture

¹³ Institut Supérieur de Formation Agricole

¹⁴ Ecole Nationale d'Economie Appliquée

¹⁵ Ecole Supérieure Polytechnique de Dakar

¹⁶ Ecole Polytechnique de Thiès

¹⁷ Ecole Nationale de Développement Sanitaire

porter une plus grande attention à la qualité du service éducatif. En effet de nombreuses raisons ont été soulevées pour expliquer le problème d'articulation entre l'offre et la demande de formation au Sénégal.

C'est en ce sens que Dia (2009) rappelle en premier lieu le blocage de l'intégration des offreurs de travail dans la fonction publique exigé par les fameux programmes d'ajustement structurel (PAS) qui déclinaient dans ses différentes missions l'allègement de la masse salariale. Selon Dia (2009), au début de l'accession du Sénégal à la souveraineté internationale, la plupart des produits (nombre de diplômés) provenant de l'enseignement supérieur étaient absorbés par la fonction publique.

En deuxième lieu, d'après les analyses de Dia (2009), une augmentation massive des flux d'étudiants est notée et le problème qui se pose alors est que la formation universitaire ne répond pas souvent aux besoins du marché de l'emploi. Ce qui entraîne par conséquent une restriction de la demande de travail.

D'après les travaux de recherche de Foko, Ndem, Reuge, (2007), le nombre de diplômés du supérieur n'ayant pas obtenu un emploi 12 mois après avoir terminé leurs études avait approximativement atteint un taux de 40%.

De même selon toujours ces auteurs, 20% des diplômés du supérieur intégrant le marché du travail bénéficiaient d'emplois qui nécessitaient des compétences inférieures à leur niveau d'éducation.

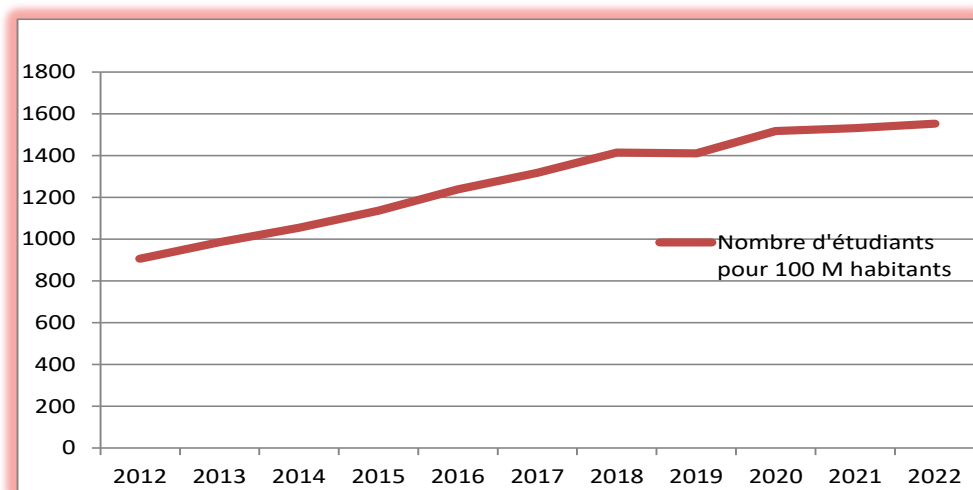
Cette situation traduit des pertes de ressources aussi bien en termes de potentiel humain (chômage, sous-emploi) qu'en termes pécuniaires (Dia, 2007). Les études empiriques menées par Diagne et Daffé (1999) illustrent ces pertes de ressources. En effet les résultats de leurs travaux ont montré qu'un étudiant en année de maîtrise à l'UCAD fait perdre beaucoup de ressources financières à l'Etat du fait de la déperdition scolaire et des charges sociales. D'après leurs investigations ; un maitrisard en droit à l'UCAD génère un coût financier de 22,5 millions de FCFA, un maitrisard en économie et gestion 43,1 millions CFA, un maitrisard en sciences et techniques 80 et en enfin un maitrisard en lettres coûte 22,5 millions au gouvernement. Ils montrent également que la formation d'un médecin, d'un pharmacien ou d'un chirurgien dentaire nécessite un montant compris entre 19 et 21 millions. Sall (2009) à travers ses études a révélé qu'un étudiant en maîtrise à l'UGB pour toute branche de formation considérée revenait à l'Etat 15 millions FCFA. C'est en ce sens que Dia (2009) avance qu'il faudra rompre avec l'approche malthusienne qui s'intéresse plus à la maîtrise des

effectifs au niveau de l'Université qu'aux stratégies que l'on doit mettre en place pour accroître le taux d'absorption des diplômés du supérieur par le marché de l'emploi.

Depuis 2012, on note au Sénégal une augmentation massive du nombre d'étudiants intégrant l'enseignement supérieur.

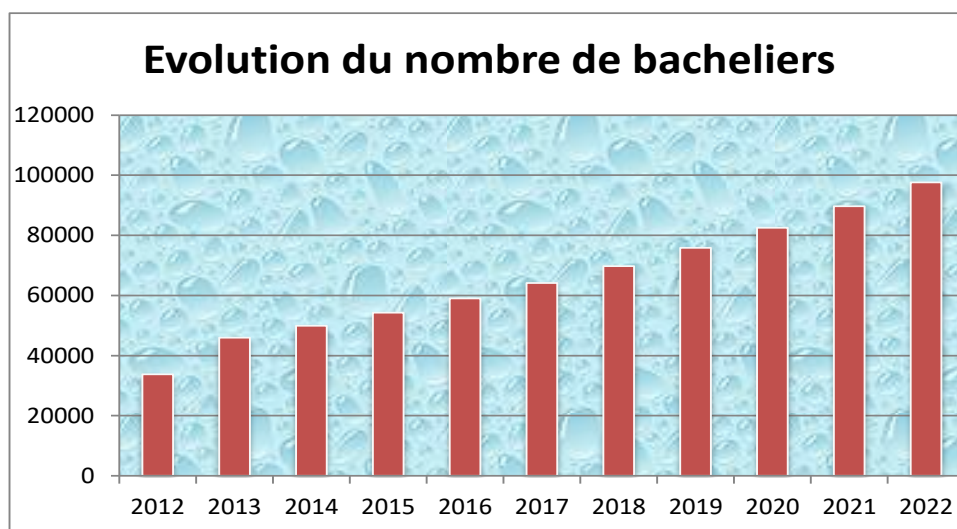
Le graphique qui suit montre l'évolution du nombre d'étudiants dans le public pour 100 M habitants de 2012 à 2022 au Sénégal. Les projections indiquent que ce ratio passera de 1411 en 2019 à 1533 à 2022 soit une augmentation de 10%. Cette forte progression de l'effectif des étudiants découle d'une part de la massification de la carte scolaire du pays à travers le PDEF, d'autre part elle s'explique par l'importance des taux de réussite au baccalauréat ces dernières années.

Graphique 1 : Evolution du nombre d'étudiants dans le public pour 100 M habitants



Source : Ministère de l'enseignement supérieur, calculs de l'auteur.

Graphique 2 : Evolution du nombre de bacheliers de 2012 à 2022

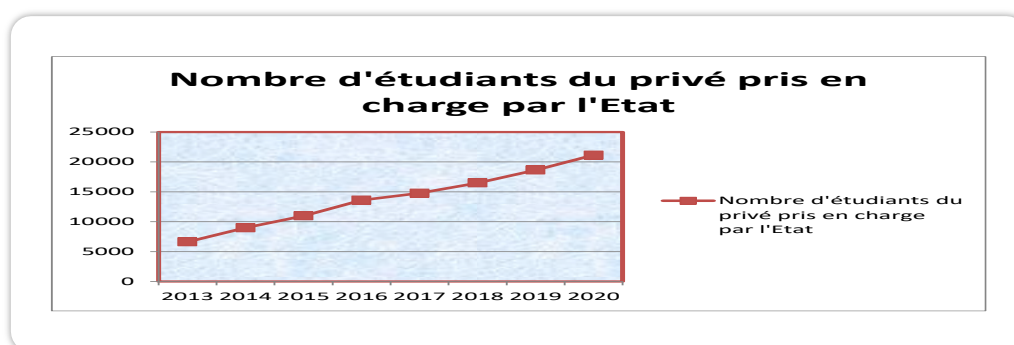


Source : Ministère de l'enseignement supérieur, calcul de l'auteur

Ce graphique traduit la forte progression de l'effectif des bacheliers observée au Sénégal depuis 2012. En effet cet effectif est passé de 33831 en 2012 à 64203 en 2017 au Sénégal soit une croissance de 89,77%.

La progression rapide du flux des étudiants a poussé le gouvernement à coopérer avec les administrateurs de l'enseignement privé pour absorber une partie de ces flux d'étudiants. Les étudiants orientés dans le privé sont pris en charge par l'autorité publique au bout de trois années. Cependant, il est constaté que l'Etat du Sénégal est confronté à des déficits de trésorerie pour honorer son engagement envers le privé bien qu'une importante allocation budgétaire au sous-secteur de l'enseignement supérieur. Le graphique qui suit traduit l'augmentation importante de l'effectif des étudiants du privé pris en charge par l'Etat.

Graphique 3 : Nombre d'étudiants du privé pris en charge par l'Etat



Source : PDES, calcul de l'auteur.

Le graphique montre que le nombre d'étudiants du privé à la charge de l'Etat est passé de 14776 en 2017 à 16489 en 2018 soit une croissance de 11% en 2018. D'après les projections du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ce nombre passera de 18640 en 2019 à 21141 en 2020 soit une augmentation de 13,41%.

Face à cette augmentation importante du flux des étudiants intégrant l'enseignement supérieur, l'Etat du Sénégal a entrepris depuis 2012 une politique d'expansion des infrastructures pédagogiques dans le supérieur. Cette politique s'est réalisée d'une part à travers la création de nouvelles universités, d'instituts Supérieurs d'Enseignement Professionnel (ISEP) et d'autre part à travers le renforcement des infrastructures déjà existantes. Le tableau ci-dessous montre la programmation des infrastructures pédagogiques dans l'enseignement supérieur couvrant la période 2013-2022.

Tableau 3 : La programmation des infrastructures pédagogiques 2013 – 2022

Années	2014	2015	2016	2017	2018
Infrastructures pédagogiques	UVS 5 ENO	USSK Antenne 1 UASZ Antenne 1 UGB 6 ENO	Deuxième Université de Dakar USSK 5 ENO	ISEP de Matam ISEP de Kolda Antenne 1UADB 5 ENO	Antenne 2 UADB Antenne 2 UGB

Source : PDESR 2013, page 10

Ces infrastructures mises en place pour répondre à la forte demande d'éducation dans l'enseignement supérieur nécessitent une importante mobilisation de ressources financières qui s'est traduite par l'augmentation des dépenses publiques d'éducation dans ce sous-secteur du système éducatif. A l'issue de la concertation nationale sur l'avenir de l'enseignement supérieur au Sénégal en 2013, il a relaté que la plupart des ressources financières destinées à l'enseignement supérieur sont absorbées par les œuvres sociales au détriment de la pédagogie. Cette situation est l'une des causes des baisses de performances de ce sous-secteur se traduisant particulièrement par la non adéquation entre la formation et les besoins du marché de l'emploi. Les graphiques qui suivent illustrent l'augmentation plus importante des dépenses sociales par rapport à celles pédagogiques.

Graphique 4 : Dépenses de fonctionnement par étudiant dans l'enseignement supérieur



Source : PDESR, calcul de l'auteur

Graphique 5 : Coût unitaire pédagogique par étudiant dans l'enseignement supérieur public



Source : PDESR, calcul de l'auteur

Ces graphiques montrent que les dépenses destinées aux œuvres sociales sont beaucoup plus importantes que celles destinées à la pédagogie. En 2012, le coût pédagogique par étudiant dans l'enseignement supérieur était de 410000 F alors qu'à cette même date les dépenses de fonctionnement par étudiant dans ce sous-secteur étaient estimées à hauteur de 904873 F CFA soit un différentiel de 494873 FCFA.

Tableau 4 : Dépenses sociales et dépenses pédagogiques en milliards

Années	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses pédagogiques	40,68	49,13	54,56	61,24	71,29	83,03
Dépenses sociales	55	59,05	61,01	63,62	70,50	78,12

Source : PDES, 2013

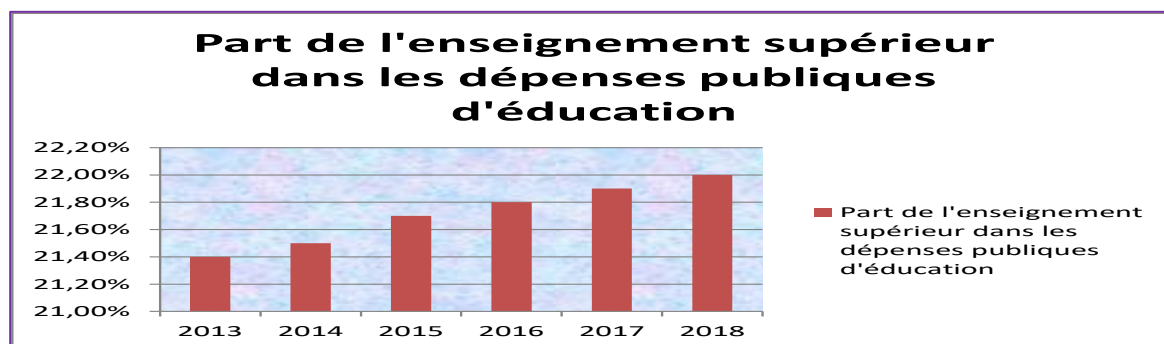
Ce tableau confirme la primauté des dépenses sociales par rapport aux dépenses pédagogiques de 2013 à 2016. Cependant on constate une légère hausse des dépenses pédagogiques par rapport aux dépenses sociales en 2017. En 2018, les dépenses pédagogiques dépassent les dépenses sociales soit un différentiel de 4,9 milliards. Cette augmentation traduit la volonté du gouvernement à améliorer la qualité des enseignements gage de l'intégration des diplômés au marché de l'emploi.

Selon Bourdon (2000), « *le financement de l'éducation n'est plus alors une classique fonction d'allocation budgétaire, mais un processus complexe où chaque possibilité de production du service éducatif doit être évaluée à partir des coûts qu'elle implique et des fonctions qu'elle assure, s'y greffent des questions de gouvernance internationale et de justice sociale* ». Ainsi, il est du ressort de l'Etat d'essayer de mettre en place une nouvelle approche de gestion du financement de l'éducation.

En effet, la notion d'évaluation évoquée par Bourdon (2000) montre qu'il ne suffit pas uniquement d'injecter des ressources financières dans le système éducatif mais il incombe de la part de l'Etat de savoir si son investissement est rentable ou non. Donc une nouvelle interrogation relative à l'efficacité se pose.

Par ailleurs, il est important de rappeler que depuis 2013, l'Etat du Sénégal a considérablement augmenté la part des dépenses de l'enseignement supérieur dans les dépenses publiques d'éducation. Cette situation s'explique en grande partie l'intensification des flux d'étudiants intégrant le système universitaire entraînant du coût la hausse des charges sociales et pédagogiques. Le graphique qui suit montre la progression de la part des dépenses de l'enseignement supérieur dans les dépenses publiques d'éducation pour la période 2013.

Graphique 5 : Part des dépenses de l'enseignement supérieur dans les publiques d'éducation



Source : PDSER, calcul de l'auteur.

Aujourd'hui, il est admis que le volet de la recherche n'est pas suffisamment pris en charge par nos universités. Les universités se focalisent beaucoup plus sur la fonction académique que sur le développement de la recherche qui est le moteur du progrès technologique.

L'enseignement supérieur n'a pas comme unique vocation la transmission de connaissances. Selon Dia (2009), la prise en compte du volet de la recherche n'est pas suffisante au Sénégal. Il est nécessaire de revoir les missions de l'enseignement supérieur sénégalais en essayant de se tendre vers ce qu'on appelle la fonction économique. En effet selon Dia (2009), la réalisation d'un tel projet ne pourrait être effective qu'à travers le développement de la culture entrepreneuriale au sein de nos universités. Le développement de cette approche indispensable à l'intégration professionnelle des formés du supérieur passerait par la prise en compte de la dimension économico-industrielle (Dia, 2009). Pour atteindre cet objectif, il serait donc nécessaire selon Dia (2009) de mettre au service de cette dimension la recherche scientifique. Ainsi, la structure d'enseignement supérieur s'armera de cet important volet pour valoriser et promouvoir la culture entrepreneuriale (Dia, 2009). Le graphique qui suit traduit la faiblesse des investissements publics alloués au volet de la recherche.

Graphique 6 : Investissements publics destinés à la recherche



Source : PDES, 2013 et calcul de l'auteur

Le graphique montre qu'aucun investissement destiné à la recherche n'a été enregistré en 2014. L'investissement le plus important a été observé en 2017. En 2018, les investissements étaient estimés à hauteur de 5 milliards. C'est pourquoi, il a été reconnu que le financement du sous-secteur de l'enseignement supérieur doit impliquer tous les acteurs de développement car l'Etat n'a pas comme seule priorité l'éducation. Parmi ces acteurs, on peut citer les collectivités locales, le secteur privé (Partenariat-Privé-Public) et les partenaires techniques et financiers (PTF). Le tableau ci-dessous montre la contribution financière des bailleurs de fonds au développement de l'enseignement supérieur pour la période 2013-2018

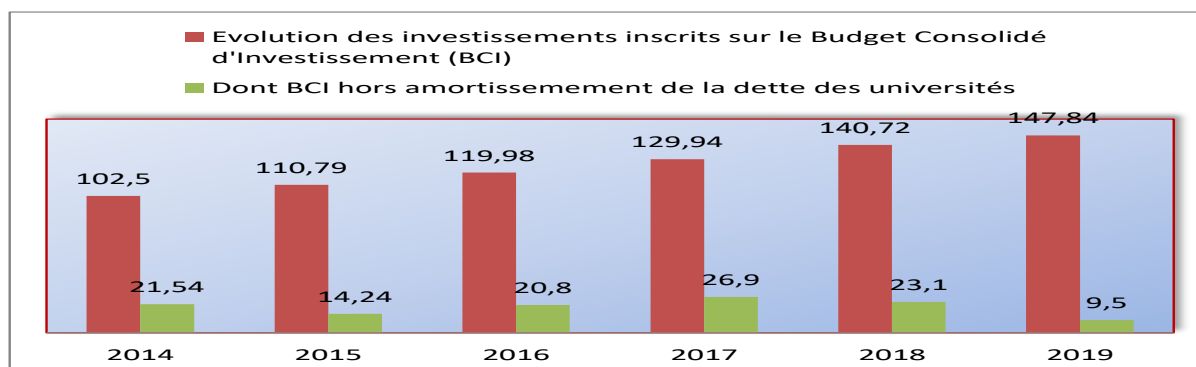
Tableau 5 : Contribution des bailleurs de fonds au financement de l'enseignement supérieur et la recherche en milliards FCFA

Années	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Collectivités locales	0,01	0,01	0,02	0,03	0,06	0,010
Secteur privé- PPP	0,00	61,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PTF	7	20,05	14,333	14,33	15	0,00

Source : PDES, 2013

Ce tableau illustre que l'enseignement supérieur bénéficie en des proportions très faibles du financement du secteur privé. Les collectivités locales participent timidement au financement du sous-secteur de l'enseignement supérieur du fait qu'elles disposent de ressources très limitées. Ce sont les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) qui assurent le plus après l'Etat la couverture des besoins pécuniaires de l'enseignement supérieur. Ainsi, il est à noter que les investissements publics inscrits dans le Budget Consolidé d'Investissement (BCI) ont connu une progression importante au cours de la période 2014- 2018 d'après le ministère de l'enseignement supérieur et la recherche. Cette évolution traduit la volonté du gouvernement à faire face aux insuffisances financières auxquelles l'enseignement supérieur est confronté. Le graphique qui suit illustre cette évolution

Graphique 6 : Evolution des investissements de l'enseignement supérieur inscrits sur le budget consolidé d'investissement en milliards FCFA.



Source : PDSER et calcul de l'auteur

Ainsi, il est important d'évaluer les nombreux investissements que le décideur public octroie au sous- secteur de l'enseignement supérieur. C'est ce sens que la détermination du taux d'encadrement nous semble nécessaire pour avoir une idée sur la qualité de l'output de l'enseignement supérieur à la suite des nombreuses injections financières auxquelles il a bénéficié.

CONCLUSION

La présente analyse qui vient d'être réalisée s'est essentiellement attelée à exposer la nouvelle politique gouvernementale mise en place afin de relever le défi de la qualité dans l'enseignement supérieur public du Sénégal. Cette nouvelle orientation politique est définie dans le Plan de Développement de l'Enseignement Supérieur (PDES, 2013) qui est un document stratégique établi à l'issue de la concertation nationale sur l'avenir de l'enseignement supérieur. Les principaux axes définis par le gouvernement pour améliorer la qualité du service éducatif dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur public se centralisent plus autour des infrastructures pédagogiques et de la gestion des flux d'étudiants. Il est remarqué que le taux d'encadrement est encore à un niveau faible du fait surtout de la stagnation de l'effectif des PER. Les ressources mobilisées par le gouvernement pour la couverture des charges de l'enseignement supérieur public sont importantes et on constate toujours de réelles défaillances au sein de ce dernier. Il est donc indispensable de jeter un coup d'œil sur les raisons de cet état de fait et de proposer ainsi des pistes de solutions. Ainsi à l'issue de cette analyse, quelques pistes de réflexion visant à améliorer la qualité dans l'enseignement supérieur public ont été formulées.

La première orientation déclinée consiste à revoir le niveau d'adéquation entre l'offre de formation et la structure du marché du travail. En effet, il a été remarqué qu'un nombre important de diplômés issu de l'enseignement supérieur public ne parviennent pas à trouver un emploi. Il n'est pas intéressant d'accueillir des flux massifs de bacheliers, qui, à la fin de leurs études n'intègrent pas le milieu professionnel. L'Etat a donc intérêt à étudier la structure du marché de l'emploi pour adapter la formation aux besoins en ressources humaines des Entreprises. On constate dans certaines filières des nombres pléthoriques d'apprenants qui génèrent des charges importantes car l'Etat leur attribue des allocations sociales (bourses). Donc, il est nécessaire de limiter ces flux en mettant en place des politiques de projections.

Au niveau de chaque branche d'activité, le gouvernement doit anticiper le besoin en capital humain. Ainsi, il pourra canaliser le niveau de la demande de formation au niveau de chaque filière.

La deuxième orientation consiste en la mise en place d'un cadre conceptuel de productions (application informatique) de données statistiques au sein des établissements. Cela constitue une nécessité car on constate souvent une désorganisation de ces dernières dans ces structures. Il serait important de préparer donc les études ultérieures qui seront portées dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur en vue d'octroyer des financements et ce diagnostic ne peut être efficace que s'il y'a une bonne organisation statistique des données éducatives à l'intérieur de chaque institution d'enseignement.

En résumé les recommandations formulées à l'issue de ce travail de recherche s'articulent aux points suivants :

- ✓ Rendre plus efficace les relations entre les universités et les entreprises
- ✓ Accroître les investissements dans le volet de la pédagogie
- ✓ Favoriser des formations qui sont en adéquation avec les besoins du tissu productif
- ✓ Augmenter les investissements dans le volet de la recherche,
- ✓ Impliquer davantage les collectivités locales et le secteur privé dans le monde universitaire

Références bibliographiques

Aslam M., Kingdom G., De A. et Kumar R., (2010), "Economic Returns to Schooling and Skills-An Analysis of India and Pakistan", Working Paper Version, University of Oxford (Mimeo)

Azomahou T, Diene B. et Diene M. (2009), "Technology frontier, labor productivity and economic growth : Evidence from OECD countries." UNU-MERIT working paper series: 2009-059 2009

Brennan, J. (1997). Authority, Legitimacy and Change: the rise of quality assessment in higher education, Higher Education Management, vol. 9, No. 1

Bourdon J., (1999), « La rentabilité de l'investissement éducatif : un concept de référence dans une réalité changeante ? », In Administrer, gérer, évaluer les systèmes éducatifs, J.J. Paul ed. ESF éditeur, Paris, pp. 215- 248.

Bourdon J. (2000). Coût et financement de l'éducation primaire subsaharienne

Dia A. A. (2009). « L'université sénégalaise face à la problématique de l'entrepreneuriat ». Revue de l'entrepreneuriat

Daffe G., (2009), "Impact de l'enseignement supérieur au Sénégal : un essai d'évaluation", Les Cahiers de l'Association Tiers-Monde n° 24.

Diagne A. (2009), « déterminants des apprentissages dans l'éducation primaire au Sénégal » bulletin CRES, 2006

Direction des Prévisions et des Etudes Economiques (rapport annuel 2011)

Foko B., Ndem F. et Reuge N., (2007), « L'efficacité externe de l'éducation au Sénégal : Une analyse économique », Notes du pôle de Dakar n°4 PP1-8.

Jamison D. (2007), “The Effects of Education Quality on Income Growth and Mortality Decline”, Economics of Education Review, , vol. 26(6), pp. 771-788.

Johnston G., (2004), “Adult literacy and economic growth. Wellington : New Zealand Treasury”. Working Paper 04/24.

Mingat A. et Jarousse J. P., (1986), « Un réexamen du modèle de gains de Mincer », Revue économique, vol. 37 (6), pp. 999-1032

Plan de Développement de l'Enseignement Supérieur du Sénégal (2013)

Sall I., (2005), « Investissement en capital humain et croissance économique : cas du Sénégal, Mémoire de DEA, Université Gaston Berger, Saint-Louis